

Pourquoi *La Tribune* est en grève

Réunis en assemblée générale mercredi 22 février, les salariés de *La Tribune* ont voté majoritairement en faveur d'un arrêt de travail ce jeudi 23 février. Cela n'était pas arrivé depuis 2011. Ce mouvement intervient plus de trois semaines après l'entrée dans le capital de Hima Groupe, premier actionnaire de *La Tribune*, de Franck Julien, président du groupe industriel Atalian.

Ce nouvel investisseur a d'emblée annoncé en comité d'entreprise sa volonté de supprimer le service macroéconomie de *La Tribune*. Une décision brutale, prise sans aucune concertation, qui rompt clairement avec l'histoire de notre média et trahit une vision biaisée de l'économie, selon laquelle l'information économique pourrait se réduire à celle des secteurs économiques et des entreprises qui la composent. Cette vision atomisée de l'économie fait clairement porter un danger sur l'avenir de la fonction d'information de notre média et sur son indépendance. Nous défendons un ADN de *La Tribune* fondé sur l'esprit critique, une information « poil à gratter ». Nous ne voulons pas que *La Tribune* devienne une plateforme publicitaire des entreprises, pour les entreprises.

Les salariés ont également voulu protester contre les méthodes utilisées. Outre l'absence de concertation, la suppression de ce service majeur et historique semble devoir se résumer à des suppressions d'emploi qui ciblent clairement des personnes : ces dernières sont des élues de la DUP ou de la Société des journalistes. C'est bien une décision politique contrairement à ce qu'avance la direction générale.

L'argument avancé par la direction est « non compétitivité » et le coût du service de macroéconomie. Mais elle ne l'a pas étayé. La direction ne prend pas en compte ce que ce service apporte à l'ensemble du journal et à sa réputation. En outre, l'argument de la grande fragilité économique de *La Tribune* nous semble également peu crédible. L'arrivée du nouvel actionnaire a entraîné une arrivée importante d'argent frais.

Les élus de La Tribune

jeudi 23 février 2017